

Paix en Pays Basque : et maintenant les prisonnier.e.s !

PARIS, 9 Décembre

Note d'information sur la manifestation des Artisans de la Paix



www.artisansdelapaix.eus

contacts : Txetx Etcheverry (Artisans de la Paix) :
06 14 99 58 79 / gtxetx@gmail.com
Anaiz Funosas (Bake Bidea) :
06 81 85 10 63 / anaizfunosas@gmail.com
Maitena Thicoipe 06 76 82 85 36 / bake.bidea@gmail.com
communication@artisansdelapaix.eus

Le samedi 9 décembre à Paris

Paix en Pays Basque : et maintenant les prisonnier-e-s



De quoi s'agit-il ?

- Un Tour des 20 prisons où sont incarcérés les 66 prisonniers basques, tour ayant démarré le jeudi 16 novembre à la maison d'arrêt de Mont-de-Marsan (40) et se terminant le 6 décembre en région parisienne.

- Une marche, réunissant 150 à 200 marcheurs venus du Pays Basque, qui reliera les prisons de Réau, Fleury-Mérogis et Fresnes du jeudi 7 au samedi 9 décembre.

- **La montée de 10 000 basques à Paris le samedi 9** (par trains spéciaux et autobus) pour une grande manifestation pour la paix en Pays Basque et les prisonniers.

Quel en est l'objectif ?

Obtenir du gouvernement français la fin du régime d'exception auquel sont soumis les prisonniers basques, après avoir obtenu de l'organisation ETA son désarmement complet, pour renforcer les logiques d'apaisement et de dialogue au Pays Basque.

Qui sont les Artisans de la Paix ?

Le 16 décembre 2016, la police française arrête à Louhossoa (64) 5 figures de la société civile basque qui se livraient à la mise hors d'usage de 15 % de l'arsenal de l'organisation armée ETA, qui a mis fin à sa lutte armée en 2011.

En effet, devant l'immobilisme des 2 gouvernements français et espagnols et la crainte d'un enlèvement voire d'un retour en arrière, 3 personnalités (Michel Berhocoirigoin, paysan au Pays Basque et ancien secrétaire national de la Confédération Paysanne, Txetx Etcheverry, écologiste basque fondateur d'Alternatiba et Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme) étaient rentrées en contact avec ETA et avaient obtenu qu'elle délègue à la société civile la responsabilité du démantèlement de son arsenal.

Les 5 personnes arrêtées à Louhossoa par la police française, sont libérées, sous contrôle judiciaire, suite à une forte mobilisation des élus de toutes tendances et de la population locale, qui les surnomme « les artisans de la paix ».

Une nouvelle dynamique populaire était née, attirant à elle élus de toutes sensibilités, syndicalistes de tous horizons, nombreuses personnalités du monde associatif et beaucoup de citoyens anonymes.



Le 8 avril 2017 des centaines d'Artisans de la Paix organisent la remise aux autorités françaises de la totalité de l'arsenal d'ETA. C'est la "Journée du désarmement" qui verra se rassembler 20 000 personnes à Bayonne, pour appuyer la fin définitive de la violence, et demander que les autres conséquences du conflit (réconciliation et bases d'un nouveau vivre ensemble, reconnaissance et réparation due aux victimes, sort des prisonniers basques...) trouvent également une solution.



Le 8 avril, des groupes d'Artisans de la Paix prennent possession de caches d'armes de l'organisation ETA et les remettent aux autorités françaises



Le même jour à Bayonne, 20 000 personnes se réunissent à l'appel des Artisans de la Paix, pour appuyer le désarmement et demander aux 2 gouvernements qu'ils fassent à leur tour des gestes forts pour une paix globale et durable



Aujourd'hui, les Artisans de la Paix demandent aux gouvernements français et espagnols la fin du régime d'exception, qui dure depuis 30 ans maintenant et auquel sont soumis les 312 prisonniers basques encore incarcérés. Cela signifie notamment leur regroupement et rapprochement de leurs familles, la libération des prisonniers gravement malades, et la libération conditionnelle des fins de peines qui y auraient droit si le droit commun leur était appliqué. Ces mesures urgentes s'inscrivent dans la perspective d'un règlement global, définitif du dossier des prisonniers.

La question des prisonniers reste une grande source de tensions en Pays Basque et d'incessantes mobilisations demandent la résolution de cette question avant que de nouveaux drames (mort de prisonniers en prison ou de leurs familles pendant les longs trajets effectués pour leur rendre visite) ne viennent refermer la page d'espoir ouverte le 8 avril par le désarmement total de l'organisation ETA. En ce moment même par exemple, le prisonnier Ibon Iparragirre, malade du SIDA dont les défenses immunitaires se sont totalement effondrées, est maintenu incarcéré alors que n'importe quel virus peut le tuer à tout moment.

Près de 6 ans après la fin définitive de la lutte armée d'ETA (octobre 2011), et 8 mois après le désarmement total d'ETA, le changement de politique pénitentiaire est le geste le plus attendu par la société basque. Il viendrait valider les logiques de paix et de dialogue ayant guidé les pas décisifs réalisés au Pays Basque cette dernière année.

Alors qu'un espace de travail et de discussion s'est récemment ouvert entre le Pays Basque et le nouveau gouvernement français, ce dernier saura-t-il se montrer à la hauteur des circonstances ?



Manifestations pour les prisonniers basques à Bayonne et à Bilbao



Une délégation du Pays Basque se rend au ministère de la justice plaider le sort des prisonniers basques : Jean-René Etchegaray, Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque ; Anaiz Funosas, Présidente de « Bake Bidea-Le chemin de la paix » ; Michel Berhocoirigoin, Artisan de la Paix ; Vincent Bru, député (Modem) des Pyrénées-Atlantiques ; Michel Tubiana, Président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme et Artisan de la Paix



Les prisonnier-e-s basques et leurs familles

La mort de Kepa del Hoyo, le 31 juillet 2017, 4 mois après le désarmement d'ETA, dans la prison de Badajoz en Espagne, pose douloureusement la question de la fin du régime d'exception auquel sont soumis les prisonniers basques, ainsi que celle des délais dans lesquels elle peut intervenir.

Kepa del Hoyo est mort d'une crise cardiaque à l'âge de 46 ans, dans une prison située à plus de 700 km de son domicile. Il avait été condamné à 30 ans de prison pour collaboration avec ETA et était incarcéré depuis près de 20 ans (son fils né un mois avant son arrestation ne l'a connu qu'à travers les parloirs de prison, devant effectuer chaque fois 1400 km pour lui rendre visite).

Le dernier militant basque mort en prison était Arkaitz Bellon, décédé en 2014 à l'âge de 36 ans d'un œdème pulmonaire, dans la prison de Cadix, à plus de 1000 km de chez lui, alors qu'il purgeait une peine de 13 ans. Un an avant, le prisonnier basque Xabier Lopez Peña, détenu à Fleury-Mérogis, était décédé à la Pitié-Salpêtrière quelques jours après y avoir été hospitalisé suite à un infarctus également survenu en prison, à l'âge de 54 ans.

Les décès en prison ainsi que la survenue de graves maladies sont nombreux et évidemment en lien avec les situations de stress, conditions spécifiques de détention (statut de DPS, manque de soins, éloignement, dispersion...), et enchaînements sur des années et des décennies de grèves de la faim et autres actions de protestation contre ces situations là. Le régime d'exception vécu par les prisonniers basques a également un coût financier, moral et physique pour leurs familles : en 30 ans de politique d'éloignement et de dispersion systématique, 400 accidents de voiture et 16 morts parmi les proches et familles des prisonniers basques !

Les 66 prisonniers basques incarcérés en France sont détenus dans 20 établissements différents. Ils sont condamnés pour leur grande majorité et donc, les affaires étant jugées, il n'existe aucun motif valable de séparer les détenus dans plusieurs établissements, ou de les maintenir éloignés de leur domicile. En moyenne, ces prisonniers sont détenus à 645 km du Pays Basque, et donc pour la plupart bien plus loin encore du domicile de leur famille (au moins 150 km de plus pour les personnes vivant à Bilbao ou Vitoria).

Les possibilités de détention, dans des établissements bénéficiant des dernières avancées techniques en matière de sûreté, mais bien plus proches du Pays Basque, sont réelles : par exemple, l'établissement de Mont-de-Marsan (à 104 km du Pays Basque) a une capacité de 368 places pour seulement 330 personnes actuellement détenues.



La Communauté d'agglomération du Pays Basque, qui regroupe les 158 communes du Pays Basque de France, appelle officiellement à cette mobilisation, toutes sensibilités confondues (droite, centre, gauche, écologistes, autonomistes, indépendantistes), et de nombreux parlementaires et maires du Pays Basque seront à Paris le 9 décembre :

« (...) Aujourd'hui, nous demandons au gouvernement le rapprochement des prisonniers, la libération de ceux qui sont malades ou en fin de peine. Nous en appelons ni plus ni moins à l'application du droit commun. Ces mesures urgentes s'inscrivent dans le règlement global, définitif du dossier des prisonniers. C'est pour ces raisons que nous nous joignons à l'appel lancé par les artisans de la paix à la mobilisation du 9 décembre à Paris. » (extrait d'une délibération adoptée à l'unanimité le 23 septembre 2017 par le Conseil Communautaire de l'Agglomération Pays Basque).

Plus d'une quarantaine d'organisations, syndicats et partis et 100 personnalités (dont **Clémentine Autain, Jean-Luc Mélenchon, Benoit Hamon, Frédérique Espagnac, Jean-Christophe Lagarde, Emmanuelle Cosse, Susan George, Noël Mamère, Guy Bedos, Bruno Solo, Geneviève Azam, Julien Bayou, José Bové, Etienne Balibar, Serge Portelli, Robert Guediguian, Robin Campillo, Marie Darrieussecq, Patrick Viveret, Edgar Morin** etc.) appellent également à cette manifestation du 9 décembre, en signant l'Appel unitaire « Au risque de la paix » :

« (...) Rapprocher les prisonniers de leurs familles, tenir compte de leur état de santé, cesser de leur appliquer un statut de Détenu Particulièrement Signalé, favoriser les demandes de libération conditionnelle, ce ne sont pas là des concessions, ce sont des gestes de justice que nous réclamons (...) En réaffirmant notre engagement dans le processus de paix au Pays Basque, nous posons les fondations d'une société qui préfère le débat à l'affrontement et l'avenir à la vengeance. Et nous demandons aux gouvernements espagnol et français de nous entendre : prenez le risque de la paix, prenez le risque de la vie. »





Résolution du Parlement européen du 5 octobre 2017 : « *Le Parlement européen (...) condamne la dispersion pénitentiaire appliquée par plusieurs États membres, car elle constitue une peine supplémentaire qui touche les familles des détenus ; demande instamment la mise en place de mesures permettant de rapprocher tous les détenus qui se trouvent loin de leur région d'origine (...); rappelle que, selon la Cour européenne des droits de l'homme, le placement d'une personne en détention dans une prison dont l'éloignement par rapport à la famille rend les visites de celle-ci très difficile, voir impossibles, peut constituer une violation de l'article 8 de la CEDH* »

Résolution adoptée avec 474 voix pour (pour les parlementaires français, quasiment tous les eurodéputés LR, UDI, Modem, PRG, PS, EELV, FG) ; 109 voix contre (pour les parlementaires français, uniquement les 13 eurodéputés FN) et 34 abstentions (dont 3 parlementaires français : Jean-Marie Cavada de L'Alternative, Dominique Riquet de l'UDI-PR et Nadine Morano de LR).



« Pays Basque, saisir cette large main tendue qui, sans rien négliger des souffrances, ouvre les possibles »
Christiane Taubira



Samedi 9 décembre à Paris : une manifestation haute en couleurs

Ce sera une manifestation peu commune, avec plusieurs temps forts, dont l'arrivée de trains spéciaux du Pays Basque à la gare Montparnasse, entre 11H00 et midi.

Ce rassemblement sera animé par de nombreux musiciens traditionnels du Pays Basque (gaiteroak, trikitixak, etc.) et par des figures légendaires comme les Joaldunak.

Divers artistes se produiront également sur un camion sound system qui participera à la manifestation. Parmi eux, Mouss et Hakim de Zebda, Fredo des Ogres de Barback ou encore Fermin Muguruza, chanteur de Kortatu et Negu Gorriak, 2 groupes emblématiques du rock basque.

PROGRAMME DU SAMEDI 9 A PARIS :

 Entre 11:00 et 12:00 : Arrivée des bus du Pays Basque à la Gare Montparnasse.

 11:30 : Rassemblement devant la Gare Montparnasse, début des animations, accueil des trains spéciaux venus du Pays Basque.

 12:00 : Accueil de la marche des prisons, qui partira du centre pénitentiaire de Fresnes, et passera par la Porte d'Orléans.

 12:30 : Départ de la manifestation.
Elle sera animée par diverses formations traditionnelles du Pays Basque : joaldunak, txarangak, trikitixak, gaiteroak, txistulariak, danseurs, etc.

Camion Sound System avec :
Bad Sound System + Fermin Muguruza, Mouss et Hakim de Zebda,
Fredo des Ogres de Barback, Oreka TX, Rocé, etc.

 14:00 : Arrivée de la manifestation. Prises de parole.

Joaldunak



 14:30 : Chants

 15:00 : Fin
du rassemblement

PAIX AU PAYS BASQUE :

